Le gazoduc n'est plus méchant

LONG de 220 kilomètres, ce nouveau gazoduc devait passer sous le canal de Donzère-Mondragon, à 3 km des quatre réacteurs nucléaires du Tricastin. Le gendarme du nucléaire, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), s'en était inquiété l'an dernier («Le Canard», 13/11/13). Trop risqué. En cas de pépin, cela pourrait *«remettre en cause le refroidissement des réacteurs nucléaires du CNPE du Tricastin, assuré par les prises d'eau du canal»*. Ou alors *«provoquer un champ d'inondation affectant significativement la zone d'implantation des installations nucléaires»*. GRTgaz, la filiale de GDF Suez qui porte ce projet à 500 millions d'euros, était prié de revoir sa copie. Et, tant qu'à faire, on demande aux exploitants de la centrale, EDF et Areva, de dire ce qu'ils en pensent.

Miracle ! Le 15 mai, l'ASN donne son feu vert au gazoduc. *«D'une part, la distance de la canalisation est suffisante pour assurer la sécurité des installations en cas d'explosion ou de jet de flamme sur le gazoduc*, jure Matthieu Mangion, chef de la division de Lyon de l'ASN. *D'autre part, concernant les risques d'inondation, les expertises concordantes établies par GRTgaz, Areva et EDF démontrent qu'il n'y a pas non plus de danger.»* Le gendarme du nucléaire aurait changé d'avis uniquement sur la foi de rapports rédigés par les initiateurs du gazoduc et les exploitants de la centrale ?

«Non, nous avons également demandé à l'IRSN, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, qui est notre appui technique, de faire ses propres analyses et de nous donner son avis, sur lequel on s'est appuyés pour rendre notre décision.» Sauf que, du côté de l'IRSN, ce n'est pas le même son de cloche : *«Nous n'avons pas fait d'expertises nous-mêmes, nous avons seulement analysé les données contenues dans les dossiers»*, précise Thierry Charles, directeur général adjoint de l'IRSN, chargé de la sûreté nucléaire.

«Ce n'est pas sérieux. C'est facile de croire que les effets d'une explosion se limiteront à la seule canalisation, surtout quand cet avis ne repose que sur les calculs de GRTgaz», tacle Monique Sené, cofondatrice du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire. *«Même s'il y a des gens bien à l'IRSN, on sent qu'il y a une forte pression autour de ce grand projet. Ce qu'il faut, c'est une contre-expertise qui rende un avis en totale indépendance»*, renchérit le physicien nucléaire et polytechnicien Bernard Laponche, de Global Chance.

Ces rabat-joie nous feraient presque croire que ce tuyau sent le gaz…

Professeur Canardeau